



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

241-242 | Janvier-Juin 2008

Milieux ruraux : varia

Quand l'agriculture redessine le territoire : à qui profite l'expansion des plantations de palmiers à huile au Sabah ?

Jean-François Bissonnette et Stéphane Bernard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/2993>

DOI : 10.4000/com.2993

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 3-30

ISBN : 978-2-86781-466-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Jean-François Bissonnette et Stéphane Bernard, « Quand l'agriculture redessine le territoire : à qui profite l'expansion des plantations de palmiers à huile au Sabah ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 241-242 | Janvier-Juin 2008, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/2993> ; DOI : 10.4000/com.2993

REVUE DE GÉOGRAPHIE DE BORDEAUX
— depuis 1948 —

les Cahiers d'Outre-Mer

ISSN 1961-8603



N° 241-242

Vol. 61

2008

Janvier-Juin

➤ ***Milieux ruraux : Varia***

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX



Quand l'agriculture redessine le territoire : à qui profite l'expansion des plantations de palmiers à huile au Sabah ? *

Jean-François BISSONNETTE et Stéphane BERNARD¹

I – Comment interpréter l'expansion du palmier à huile au Sabah ?

La Malaysia², malgré l'impressionnante phase de développement économique qu'elle traverse et qui en fait un des pays les plus industrialisés de la région, demeure le théâtre d'une expansion agricole rapide. En décalage avec les États de la péninsule, les États malaysiens de Bornéo, le Sabah et le Sarawak (fig. 1), voient depuis la fin des années 1980 s'accélérer le développement des monocultures d'exportation. Cette expansion apparaît d'autant plus impressionnante que la Malaysia est le pays de l'Asie du Sud-Est où le poids relatif du secteur agricole dans l'économie nationale a le plus régressé depuis les années 1960 (De Koninck et Bernard, 2000). Au Sabah, l'huile de palme s'est rapidement imposée comme la première production agricole. On attribue ce succès à la fois aux débouchés diversifiés du produit ainsi qu'à sa haute

* Cet article a été réalisé dans le cadre du projet intitulé *The Challenges of the Agrarian transition in Southeast Asia* (ChATSEA), financé par le Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada (CRSH) par son programme des *Grands travaux de recherche concertée* (GTRC, subvention n° 412-2004-1008).

1. Chaire de recherche du Canada en études asiatiques, Centre d'études de l'Asie de l'Est, Université de Montréal / Québec, Canada ; jean-francois.bissonnette@umontreal.ca ; stephane.bernard@umontreal.ca

2. Une distinction importante doit être établie entre la *Malaisie* historique, la péninsule malaise, qu'on associe à l'histoire précoloniale et coloniale ainsi que la *Malaysia* qui représente une construction politique moderne bipolaire. Celle-ci compte d'une part la Malaisie proprement dite ou Malaysia occidentale – en anglais *Malaya*, *Malaysian peninsula* ou *Peninsular Malaysia* – c'est-à-dire les onze États (sous-divisions administratives au sein de la fédération qui sont désignées par le mot *states* en anglais) se situant dans cette péninsule prolongeant en direction sud-est l'extrémité du continent eurasiatique et d'autre part la Malaysia orientale – en anglais *East Malaysia* – comprenant les deux seuls États du Sabah et du Sarawak situés sur le versant nord de l'île de Bornéo dont la majeure partie est indonésienne.

rentabilité liée à un marché mondial de plus en plus favorable³. De surcroît, la crise financière asiatique de 1997-1998 semble avoir favorisé le développement de cette production. C'est qu'à l'instar de l'ensemble du secteur agricole malaysien, celui de l'huile de palme a démontré une forte résilience en poursuivant sa croissance durant la crise, alors que d'autres pans de l'économie connaissaient d'importants ralentissements (Cheng Hai, 2000). À cette série de facteurs s'ajoute les tendances de consommation mondiale dont celle des énergies renouvelables comme le biodiésel. La Malaysia propose de devenir un chef de file dans la production de ce carburant issu, entre autres, de l'huile de palme.

Or, l'attribution d'une fonction agricole commerciale à de vastes superficies forestières au Sabah s'insère dans un processus qui, en principe, doit contribuer à sceller l'intégration de ces territoires aux espaces productifs nationaux et mondiaux. Ce territoire qui jusqu'à récemment constituait une périphérie de l'économie capitaliste, doit être progressivement restructuré, en bonne partie par le biais de l'agriculture commerciale, pour accroître sa contribution au système économique mondial (Majid-Cooke, 2002). Les politiques de modernisation de l'État malaysien, incarnées par la vision 2020, dont l'objectif est d'hisser la Malaysia au rang des pays développés d'ici 2020, appuient également ce processus de « mise en valeur » du territoire. Si le domaine rural de cet État a été transfiguré par l'exploitation forestière dans un passé récent, cette véritable invasion de la culture du palmier à huile implique d'autres conséquences. Contrairement à l'extraction ponctuelle de matière ligneuse⁴, l'aménagement d'importantes superficies aux fins d'une monoculture commerciale intensive marque une prise de possession à long terme du territoire. Nous cherchons ainsi à aborder la réflexion sur les changements environnementaux au Sabah et en Malaysia dans une perspective holistique. En effet, par son ampleur, l'importance des superficies réquisitionnées pour l'expansion de la culture du palmier à huile (*Elaeis guineensis*) sous

3. La demande sur les marchés mondiaux pour l'huile de palme s'est considérablement accrue depuis 2005. Cela découle notamment du lancement à l'échelle commerciale de la production de biodiésel à partir de l'huile de palme, mais aussi de l'accroissement de la demande en provenance de l'industrie agroalimentaire chinoise en plein essor. De plus, l'obligation du secteur de l'*agrobusiness* américain de trouver des sources de remplacement aux grandes transformations suite à la mise en application du *Trans Fat Labelling Act* contribue à l'augmentation de la demande pour l'huile de palme.

4. Consulter sur la question les ouvrages d'écologie politique et d'économie politique de Brookfield, 1990 ; Kummer & Turner, 1994, mettant à jour les mécanismes politiques ayant sous-tendu ce pillage des ressources naturelles. D'autres études ont apporté à la réflexion, ce que Fadzilah Majid-Cooke (1996) appelle *the politics of sustained yield forest management*, offre une analyse pointue des implications de la logique scientifique récupérée par des intérêts pécuniaires dans le cas de l'exploitation forestière en Malaysia. L'étude de McMorro et Talip, 2001 a également mis à jour des éléments de la codification agraire au Sabah expliquant la réduction du couvert forestier. Par la suite Jomo, 2004 a alimenté la discussion à cet effet pour l'ensemble de la Malaysia.

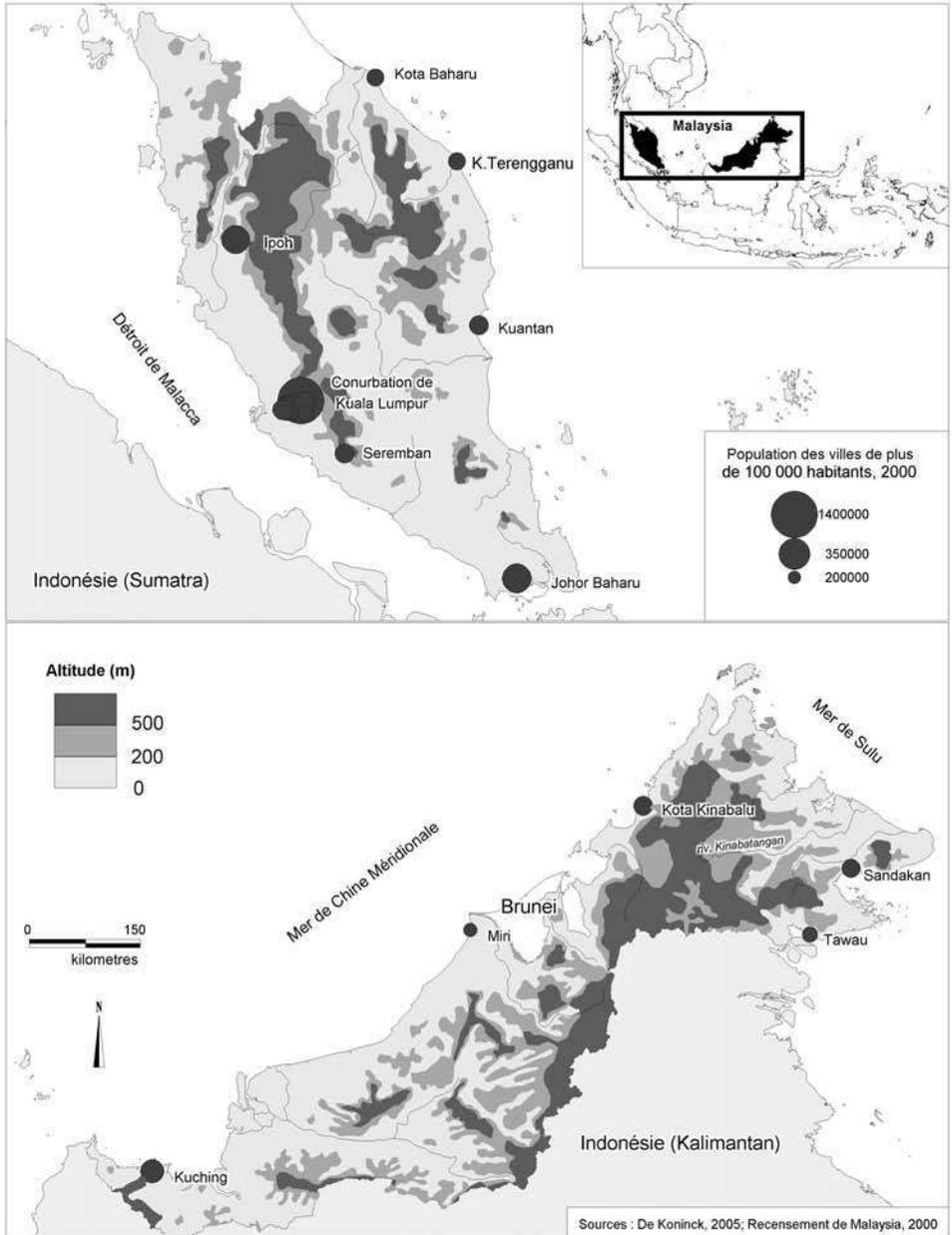


Figure 1 – Les deux versants de la Malaysia.

forme de plantation⁵ au Sabah, soulève de nombreuses questions liées à son impact sur les populations locales⁶ (Cleary, 1992 ; Beckford, 2000 ; Doolittle, 2001, 2003), à ses conséquences pour l'environnement dans son sens le plus large (McMorrow et Talip, 2001 ; De Vantier *et al.*, 2004 ; Hartemik, 2005) et à la nature et aux finalités des stratégies économiques qui sous-tendent cette croissance (Fold, 2000 ; Sutton, 2001). Ces enjeux revêtent d'importantes implications aux échelles locale, nationale et mondiale, alors que l'arrimage des législations nationales de développement agricole aux tendances internationales devient désormais manifeste localement.

Considérant les impacts environnementaux, et certes, sociaux qui découlent de ce remodelage territorial, il semble indiqué de soulever la question suivante : à qui profite l'expansion du palmier à huile au Sabah et quel en est le véritable moteur ? Afin de répondre à cette question, la présente étude esquisse les rôles historiques et contemporains des acteurs locaux, nationaux et mondiaux dans la mise en place des systèmes économique et législatif favorisant l'expansion des plantations de palmier à huile au Sabah, le phénomène le plus important au niveau de la transformation du territoire de l'État. Cette démarche analytique est effectuée dans le but de démontrer par quels moyens, et surtout à quelles fins, le territoire du Sabah a été « redessiné » par l'expansion rapide de la culture du palmier à huile. Nous soutenons que la logique de la croissance capitaliste, soutenue par des politiques fédérales et étatiques de croissance économique, constitue la motivation principale de la forme d'expansion agricole contemporaine au Sabah, mieux définie par le modèle classique de la plantation.

II – Le retour en force du modèle de la plantation

Le Sabah était déjà en 1999 le plus grand État producteur d'huile de palme brute en Malaysia avec 25,3 % du total national, devant le Johor (PORA, 2005)⁷. Cette culture occupe d'ailleurs environ 80 % du total des terres cultivées

5. Au même titre que les plantations de palmiers à huile, les plantations forestières, dans lesquelles on produit des arbres tropicaux à croissance rapide (acacia, eucalyptus, etc.) sont également un aménagement intensif du territoire aux fins d'une monoculture. Les particularismes de la culture du palmier à huile et de son expansion rapide dans le contexte actuel nous amènent cependant à centrer notre propos sur cette manifestation particulière du modèle de la plantation agricole commerciale.

6. La majorité de la population rurale appartient aux groupes autochtones. Ces populations se divisent grossièrement en quatre grands groupes : les *Kadazandusun*, *Bajau*, *Murut* et *les autres* (Regis, 1996) et représentent respectivement selon le recensement de 2000, 18,6 %, 13,4 %, 3,3 % et 15,2 % de la population totale du Sabah. Historiquement, la distribution des groupes ethniques était étroitement liée à leur utilisation du sol et des ressources naturelles.

7. La Malaysia et l'Indonésie produisent près de 80 % du total de la production mondiale d'huile de palme, la Malaysia étant toujours en 2005 le plus important producteur mondial avec 14,9 millions t annuellement, suivie de près par l'Indonésie avec 13,6 millions t. Plus de 90 % de cette production seraient destinés à l'exportation (<http://thestar.com.my/>)

(1 255 301 ha en 2003) dans cet État, et plus de 15 % du total du territoire (7 371 267 ha) (*IDS online*). La prépondérance du Sabah au titre de premier producteur parmi les États malaysiens tend d'ailleurs à se renforcer depuis les dernières années, alors que la production atteint plus de 5 millions t d'huile de palme brute en 2005 (*IDS online*). Malgré la présence au Sabah de paysans propriétaires, et l'émergence rapide d'une agriculture maraîchère familiale destinée aux marchés urbains locaux, le paysage agricole de l'État est dominé par les grandes plantations (*estate*) de palmier à huile (tabl. 1).⁸ Ces dernières comptent généralement plus de 700 ha⁹, et impliquent un mode de fonctionnement spécifique.

Selon plusieurs auteurs (Courtenay, 1965 ; Beckford, 2000 ; Goldthorpe, 1987) la plantation est caractérisée par une production hautement spécialisée, généralement unique et destinée à l'exportation, ce qui implique son insertion dans un système commercial mondial. Également, ce modèle d'exploitation des ressources à grande échelle repose sur un contrôle strict de la main-d'œuvre. La force de travail, constituante fondamentale de la plantation, devient ainsi partie intégrante de l'exercice de gestion des opérations, soit un cadre de gestion fortement centralisé (Beckford, 2000). Les plantations de palmier à huile du Sabah s'intègrent ainsi au sein d'un système agricole plus largement répandu dans les régions tropicales humides. Ce système n'est pas défini par sa production, puisque le palmier à huile est également cultivé par de petits exploitants indépendants, mais par l'échelle des opérations, la structure bureaucratique de la gestion et les formes d'utilisation de la main-d'œuvre. Par opposition, l'agriculture parcellaire indépendante ne dispose d'aucune organisation bureaucratique interne ; elle est traditionnellement gérée à l'échelle familiale, mobilise des ressources financières locales tout en répondant à des besoins locaux¹⁰ (Goldthorpe, 1987 ; Hayami, 2002).

La grande plantation capitaliste privée et les petits producteurs parcellaires constituent deux modèles d'organisation agricole fort contrastés. La première a essentiellement pour finalité la maximisation des profits, alors que la seconde répond, au-delà de l'objectif de rentabilité, à des impératifs de développement socio-économique. Nous associons ici à la petite agriculture parcellaire les périmètres de développement agricoles, tel le modèle développé par la *Federal Land Development Authority* (FELDA) dès 1956

8. Selon la définition officielle du département des statistiques de l'État du Sarawak, l'État voisin du Sabah, la plantation (*estate*) correspond à un espace agricole contiguë de plus de 43 ha (Department of Statistics, Sarawak, Sabah, 2005). À défaut d'une définition de la plantation fournie par l'État du Sabah, nous retenons qu'il s'agit officiellement d'une exploitation agricole dont la taille est du même ordre qu'au Sarawak.

9. Selon le nombre de licences émises pour les plantations par la *Malaysia Palm Oil Board*, 1999.

10. On observe cependant une croissance rapide de formes agricoles hybrides chez les petits exploitants. Le recours à une main-d'œuvre salariée ou l'absentéisme des propriétaires fonciers est présent, sans que l'ampleur du phénomène ait été mesurée.

jusqu'aux années 1990. En effet, les plantations privées ne pouvant assurer le rôle social que le gouvernement souhaitait conférer à l'agriculture, l'État fédéral a mis sur pied un vaste programme de colonisation agricole au bénéfice de la petite paysannerie parcellaire (Bahrin et Lee, 1988). Néanmoins, au Sabah, l'ampleur des superficies converties à l'utilisation agricole à des fins de développement socioéconomique est fort restreinte. Le modèle de la plantation capitaliste introduit par la colonisation britannique et jamais entièrement délaissé revient en force dans le contexte de l'accélération des flux économiques de la mondialisation et de la libéralisation des échanges, en tirant profit de la demande croissante pour l'huile de palme. Ce mode d'expansion agricole issu de l'époque coloniale, auquel sont associés des enjeux historiques et actuels, laisse une empreinte importante dans le paysage du Sabah. La plantation ne constitue toutefois pas un système productif entièrement coupé du territoire dans lequel il s'insère (Hayami, 2002), l'interprétation de son expansion et de ses implications au Sabah doit être cousue de nuances. Hayami (2002) nous rappelle que la plantation commerciale est souvent le moyen le plus efficace de tirer une valeur marchande de territoires « vides ». Il reste cependant à savoir : qui retire les bénéfices de cette « mise en valeur » du territoire et à quel prix pour les sociétés autochtones et l'environnement ?

III – L'expansion agricole contemporaine : une continuité de la logique coloniale

La dynamique permettant la croissance des plantations de palmier à huile au Sabah s'inscrit dans la continuité de l'époque coloniale. En effet, la phase d'expansion actuelle n'aurait pas été possible sans le système de réglementation de la propriété terrienne instauré par la *British North Borneo Chartered Company* (BNBCC) en 1881, afin d'appuyer la commercialisation des ressources et la marchandisation du territoire. Dans l'objectif de rentabiliser les investissements afférant à la colonisation du Sabah, la BNBCC fut habilitée par le gouvernement britannique à mettre en place un système favorisant le dégagement de dividendes par l'exploitation des ressources naturelles. L'établissement des plantations à cette époque constituait, et constitue toujours, un moyen par lequel ont été rassemblés sur un même espace : (considéré comme inutilisé) une entreprise, le capital et la main-d'œuvre (Beckford, 2000 ; Hayami, 2002). La transformation de vastes superficies en plantations détenues par divers intérêts européens a constitué un instrument de colonisation transformant en nouvelle frontière du développement économique les espaces administrés. La compagnie britannique à charte (*Chartered Company*) ayant pris le contrôle du Sabah était également tenue de respecter, selon la Charte négociée avec la Couronne, les droits et coutumes des populations

autochtones. Cette mesure eut pour effet de maintenir ces populations à l'écart de toutes formes de développement exogènes, précisément en utilisant une main-d'œuvre étrangère. Dans le cas du Sabah à l'époque coloniale, la main-d'œuvre était majoritairement chinoise et javanaise (Cleary, 1992 ; Doolittle, 2003 et 2004).

De plus, l'établissement d'un système légal occidental de propriété individuelle encadrant l'attribution, la location et la taxation de parcelles par l'autorité administrative était préalable à l'ouverture du territoire aux investissements étrangers (Cleary, 1992). Parallèlement, les territoires autochtones pouvaient être reconnus en vertu des *Native Land Rights*. Cette politique marquait la nature paternaliste de l'administration britannique à l'endroit des autochtones et la tentative d'édifier une économie dualiste, séparant de l'économie coloniale le domaine autochtone. Cependant, dans les faits, la nature non attenante et mouvante des parcelles agricoles autochtones associées au système de l'agriculture sur abattis-brûlis rendait difficile la reconnaissance par les autorités de la totalité des superficies revendiquées (Doolittle, 2004). Le système foncier occidental institué s'est rapidement avéré difficilement conciliable avec les systèmes coutumiers des premiers habitants. Les populations autochtones ont néanmoins pu obtenir des titres de propriété sur des parcelles ou territoires communautaires (Appell, 1984 ; Doolittle, 2004).

Déjà à la fin du XIX^e siècle, les conditions d'investissement favorables et les faibles rentes foncières exigées par la *British North Borneo Chartered Company* ont attiré de nombreux investisseurs étrangers (Doolittle, 2003). De 1930 à 1976, le Sabah avait pour seul outil de gestion agraire le *Land Ordinance*, un code instauré afin de régulariser la propriété privée sur les territoires non protégés, c'est-à-dire non reconnus comme propriété autochtone. Ce cadre de propriété agraire n'incluait cependant aucune stratégie de planification d'ouverture des territoires à l'agriculture, bien que le domaine cultivé atteignît déjà plus de 313 000 ha en 1970 (Jomo *et al.*, 2004). Cette situation laissait place à un développement agricole anarchique, principalement sur la côte est de l'État. Ces dispositions légales, bien que rudimentaires et inadéquates permettaient l'établissement d'enclaves autochtones et l'ouverture de larges pans de territoires aux plantations commerciales¹¹. L'économie dualiste a dès lors fortement contribué à la marginalisation économique d'une

11. Selon Cleary, (1992) qui cite le *Handbook of the State of North Borneo, 1890*, le territoire alloué officiellement à des compagnies européennes pour la culture du tabac totalisait plus de 230 000 ha. En 1910, on comptait environ 42 000 ha en concessions d'hévéa, ces dernières remplaçant en partie celles accordées à la culture du tabac. Il n'existe cependant aucun moyen permettant de quantifier précisément la proportion du territoire effectivement en culture à cette époque, dont une portion était affectée (louée pour une période de 99 ans) à des fins spéculatives. On peut cependant présumer que la majeure partie de ces superficies était cultivée, car les espaces qui n'étaient pas mis en valeur après une période comprise entre 12 et 20 ans redevenaient propriété de l'État.

portion importante des populations locales (Cleary, 1992 ; Doolittle, 2003). Également, le *Land Code* de 1883 et les *Land Ordinances* subséquents ayant assuré la réglementation des droits de propriété ont mené à l'établissement d'un système foncier occidental, qui avec le *Ladang Ordinance*¹² de 1913, visait surtout à restreindre l'étendue des systèmes traditionnels d'agriculture par essartage.

Depuis près d'une décennie, dans l'État voisin du Sarawak, l'ambiguïté des droits territoriaux autochtones donne lieu à de nombreux conflits entourant l'utilisation du sol, découlant d'un régime de convoitise territoriale initié par la pression de grandes corporations pour poursuivre l'expansion des plantations de palmier à huile (Majid-Cooke, 2002 ; Ngidang, 2005 ; Wakker, 2005). Au Sabah, si les affrontements directs entre communautés et compagnies qui convoitent les terres autochtones sont beaucoup moins fréquents qu'au Sarawak, ils ponctuent tout de même l'évolution des campagnes¹³. Des communautés autochtones murut dans le district central et relativement isolé du Tongod ont été relocalisées de force. Elles sont victimes de dépossession territoriale par des corporations de plantations de palmier à huile soutenues par les législations étatiques du Sabah. Suite à un cas de jurisprudence au Sarawak¹⁴, des communautés du Tongod tentent elles aussi de faire reconnaître en Cour les limites de leurs terres ancestrales, mais l'issue des batailles juridiques demeure incertaine (fig. 2). Ainsi, les politiques de développement économique postcoloniales, dans la continuité de l'administration coloniale, demeurent axées sur l'expansion agricole commerciale et la suppression des pratiques traditionnelles associées à l'agriculture itinérante, lorsqu'elles persistent (Nyuk-Wolim & Douglas, 1998 ; Doolittle, 2004)¹⁵. Néanmoins, la grande majorité des communautés autochtones est maintenant sédentaire et respecterait les réglementations territoriales de l'État, aussi arbitraires soient-elles. Cela n'empêche pas certaines communautés de poursuivre les pratiques

12. En langue malaise, le terme *ladang* désigne un champ aménagé par la technique de l'essartage, celle d'un défrichement souvent temporaire.

13. L'organisation non gouvernementale, *Partners of Community Organisation*, Sabah, Malaysia (PACOS) se porte à la défense des droits autochtones, notamment par le biais de la cartographie communautaire visant à faire reconnaître légalement les limites des territoires autochtones. Cette organisation a également pour objectif de favoriser la circulation des connaissances autochtones concernant la gestion des ressources naturelles des communautés dans cette gestion (<http://www.sabah.net.my/PACOS/>)

14. Contrairement aux jugements précédents, le cas de la *Rumah Nor* au Sarawak a été étendu à l'ensemble des terres forestières non cultivées de la communauté, ainsi qu'aux cours d'eau. L'adoption de cette définition des droits coutumiers autochtones repose néanmoins toujours sur la décision du juge et son interprétation du code agraire (Entretien personnel avec un informateur anonyme de *Borneo Project*, Kota Kinabalu, juillet 2006).

15. Sur cette question, Doolittle (2001, 2004) établit les étapes de l'évolution de la territorialité autochtone au Sabah dans les contextes colonial et postcolonial. Selon ses observations, la propriété individuelle est appelée à remplacer les systèmes de propriété communautaire à l'intérieur des territoires autochtones.

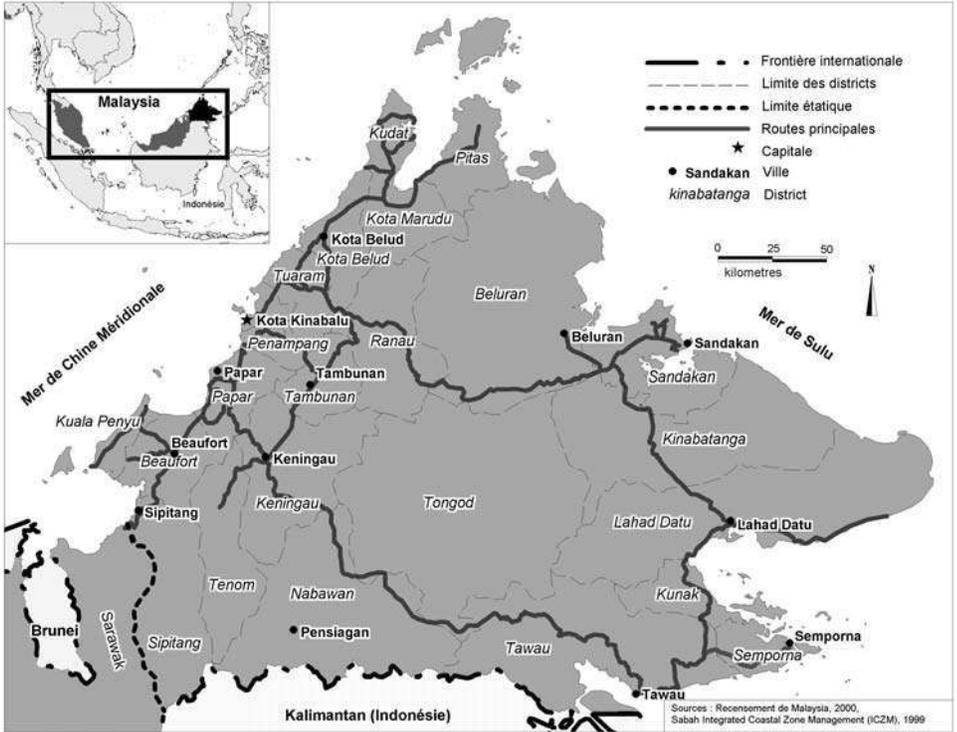


Figure 2 – État du Sabah : districts, villes et routes en 2000.

d'agriculture sur brûlis, mais à l'intérieur de territoires délimités et reconnus légalement par les autorités¹⁶ et conformes au code foncier (*Land Laws, 1953*) (Doolittle, 2004). Or, par la création du système de « réserves autochtones » à l'époque coloniale, des communautés ont été dépossédées de l'accès à certaines ressources naturelles dont elles jouissaient et cette pratique se poursuit. De la sorte, de vastes superficies non protégées sont légalement mises au service de l'expansion des plantations de palmier à huile par une logique instrumentale légitimant l'exploitation des ressources naturelles.

16. Ce système s'étendrait cependant uniquement, selon des évaluations variables, à 21 550 ha en 1991, soit moins de 1 % du territoire. Cette évaluation effectuée par une analyse de cartographie basée sur la photo-détection radar est contestée par d'autres études (Miller Muang, 1987 cité par McMorro et Talip, 2001). Cependant, les études ayant pour objectif de mesurer l'étendue des superficies affectées par l'agriculture sur brûlis sont fortement chargées politiquement, ce qui, avec le manque de précision des outils utilisés, explique les variations rencontrées.

IV – Des objectifs sociaux de l'expansion agricole aux impératifs du marché mondial

Sous l'administration de la *British North Borneo Chartered Company*, les plantations commerciales constituaient le principal agent de transformation du territoire. Par la suite, de 1946 à 1963, l'administration coloniale britannique ayant succédé à la BNBCC, suivant la reddition japonaise, a favorisé le développement de soutien agricole *in situ* auprès des populations locales. L'adhésion du Sabah à la Fédération de Malaisie en 1963 a eu pour effet d'y intensifier le développement de l'agriculture commerciale. Ce nouveau statut constitutionnel a permis à des sociétés nationales de développement agricole telles que la FELDA et la *Federal Land Consolidation and Rehabilitation Authority* (FELCRA) d'y étendre leurs opérations. Alors que de nombreuses agences gouvernementales ont débuté leurs activités avec la culture du cacaoyer ou de l'hévéa, le palmier à huile s'est rapidement imposé, dès les années 1980, remplaçant en bonne partie les autres cultures permanentes dont les prix sur les marchés étaient moins avantageux.

Bien que le secteur privé détienne plus de 79 % des plantations de palmier à huile en 2003 (*Malaysia Palm Oil Board*), l'agence FELDA a joué un rôle important en favorisant l'implantation d'un pôle de culture du palmier à huile sur la côte est du Sabah. L'impressionnante capacité de production des districts de la côte est du Sabah repose en partie sur les opérations de la FELDA, laquelle s'est vu octroyer 143 000 ha¹⁷ en 1979, dont l'essentiel a été développé entre 1985 et 1995 (FELDA, 2003). Les paysans recrutés par l'agence fédérale se voyaient confier un lopin de terre aménagé et intégré à une structure de production agricole à grande échelle. Liés par des contrats de production, les paysans bénéficiaient des structures de mise en marché et de commercialisation de la compagnie d'État, alors que celle-ci fournissait intrants et technologies. Ils étaient appelés à devenir propriétaires de la parcelle suite au remboursement des prêts contractés auprès de la FELDA. Cette agence s'est érigée, au cours des trois décennies suivantes, en pilier de l'expansion du domaine agricole dans la péninsule malaise.¹⁸ Également,

17. Sur cette superficie allouée en 1979, près de 125 000 ha ont effectivement été mis en valeur depuis.

18. FELDA, cette puissante institution a constitué historiquement un intervenant majeur dans le processus de développement économique du pays. Rappelons que les priorités de développement de l'État malaysien, dans le cadre de la *New Economic Policy* (NEP), étaient fortement axées sur la modernisation de l'agriculture et l'amélioration de la qualité de vie dans les milieux ruraux de façon à combattre la pauvreté endémique qui y sévissait. Pour ce faire, les superficies consacrées à l'agriculture devaient impérativement s'étendre pour pallier le problème d'accès à la terre. L'agence FELDA se donna la responsabilité, en plus de procéder à l'ouverture de nouvelles terres, d'encadrer une part importante des activités, de la plantation des jeunes arbres en passant par le contrôle technique des exploitations jusqu'au transport du produit, sa transformation et sa commercialisation pour le compte des paysans impliqués.

le Sabah Land Development Board (SLBD) créé en 1976, a concentré ses actions dans l'ouverture de nouveaux périmètres de colonisation, répliquant la stratégie de la FELDA (Jomo *et al.*, 2004). À cela s'ajoute les petits propriétaires indépendants qui se sont approprié une modeste, mais significative portion des superficies en palmier à huile cultivées. Ces petits producteurs peuvent en grande partie être considérés comme un épiphénomène des plantations et des périmètres étatiques de palmier à huile, dans la mesure où ceux-ci sont dépendants des infrastructures de transformation et de communication mises en place par les grandes entreprises. Les compagnies de plantations, comme les agences étatiques, sont seules capables d'internaliser les coûts du développement des infrastructures de cet ordre (Hayami, 2002).

Types de propriété	1980	%	1990	%	1995	%	1999	%	2003	%
Domanial privé (<i>Estates</i>)	60 840	68	132 906	48	323 487	62	704 393	75	831 330	73
FELDA	0	0	88 506	32	116 083	22	124 642	13	124 799	11
FELCRA	0	0	0	0	0	0	4 682	1	13 840	1
Périmètres étatiques (SLBD)	27 900	31	48 477	18	60 529	12	67 345	7	98 555	9
Petits exploitants	1 260	1	6 282	2	18 034	4	40 260	4	66 777	6
Total	90 000	100	276 171	100	518 133	100	941 322	100	1 135 301	100

Tableau 2 – Répartition de l'aire totale de palmier à huile au Sabah selon les types de propriété (hectares).

Sources : Cheng Hai, 2000 ; Palm Oil Registration and Licensing Authority (PORLA), 2000, 2004.

Si, en 1990, l'agence FELDA était responsable de la mise en culture d'une superficie de palmier à huile quasi égale à celle des entrepreneurs privés, la situation a depuis évolué rapidement en faveur du secteur privé (tabl. 2). Les nouvelles politiques mises en application avec le *Sixth Malaysia Plan 1991-1995* sont venues mettre un terme aux projets d'expansion agricole financés directement par l'État du Sabah ou le gouvernement fédéral. Cependant, les périmètres de la FELDA au Sabah actuellement doivent être associés davantage aux plantations privées qu'à une structure d'habilitation économique de la petite paysannerie. En effet, l'agence fédérale a progressivement abandonné à partir du début des années 1990 les projets visant à installer de nouveaux colons sur des parcelles, pour adopter une approche davantage agro-industrielle. On observe également depuis les années 1990 une diminution du nombre de périmètres agricoles étatiques au Sabah, passés

de 92 à 75 entre 1993 et 1997 (PORLA, 1999). Cette situation témoigne de la centralisation des opérations, de l'affirmation du modèle de la plantation qui s'inscrit dans les objectifs de maximisation de la production avec un recours à des travailleurs migrants corvéables.

C'est que dès les débuts des activités de la FELDA au Sabah, la difficulté d'installer des colons locaux a conduit les responsables à se tourner vers la main-d'œuvre étrangère légale et illégale afin de rencontrer les objectifs d'expansion agricole (Fold, 2000 ; Sutton, 2001 ; Jomo *et al.*, 2000). Même les 54 périmètres de palmier à huile développés au cours des années 1990 ont rapidement été modifiés pour revêtir les caractéristiques de la plantation classique. Contrairement à la situation qui prévalait dans la péninsule malaise dans les premières décennies après l'Indépendance, les populations locales du Sabah ont toujours eu accès à la propriété terrienne. De plus, à l'époque de l'implantation des périmètres gouvernementaux, les occasions de travailler en milieu urbain minaient déjà la popularité de la colonisation agricole. Ainsi, à la fin des années 1990, près de 95 % des employés des périmètres FELDA dans la péninsule de Dent sur la côte est étaient des travailleurs étrangers en provenance de l'Indonésie et des Philippines et ce malgré les objectifs premiers de cette initiative, soit de favoriser l'amélioration du niveau de vie des populations locales (Sutton, 2001). Il appert ainsi que FELDA, à sa création dépositaire d'une fonction de développement social, a elle-même endossé des considérations avant tout commerciales axées sur l'augmentation de la rentabilité des opérations. La réforme de la FELDA à l'image d'une compagnie privée ne fait que confirmer cette tendance. Le renoncement au développement de nouveaux périmètres par la FELDA marque un virage vers l'accroissement du rôle du privé dans l'ouverture de nouvelles terres agricoles.

Le secteur privé, pour sa part a largement dépassé les objectifs d'expansion agricole fixés par la planification durant la période où la FELDA s'est départie de cette fonction. En effet, déjà au milieu des années 1970, des mesures financières incitatives ont été adoptées afin de stimuler l'investissement agricole privé. Ainsi, une gamme de moyens pour abaisser les impositions fiscales et permettre le réinvestissement des déductions d'impôts dans le développement agricole ont été mises de l'avant. Les négociations de libéralisation de la *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) dans le cadre de l'*Uruguay Round* et la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1993 ont favorisé¹⁹ l'engagement à la libéralisation du commerce agricole annoncée dès les débuts des années 1990 (Thompson et Cowan, 2000). Cette nouvelle stratégie s'est rapidement répercutée au niveau

19. La dévaluation de la monnaie malaysienne suite à la crise financière asiatique a occasionné une hausse notoire des coûts des importations alimentaires qui furent suivis au niveau politique d'un plan de développement agricole, la *Third National Agricultural Policy 1998-2010*, veillant à limiter la dépendance alimentaire de la Malaisie.

des politiques nationales, remodelant le domaine rural et favorisant le secteur agro-industriel. La *Third National Agricultural Policy 1998-2010* est venue sceller cette tendance en privilégiant l'augmentation de la compétitivité et de la productivité dans le secteur agricole. Cela n'a cependant pas empêché les petits exploitants d'accroître substantiellement leur part dans la culture du palmier à huile en répondant aux exigences du marché mondial²⁰. De la même façon, les politiques officielles de développement agricole de l'État du Sabah concernant la petite paysannerie vont en faveur d'un soutien accru à la commercialisation des productions et à l'amélioration de la compétitivité (*Second Sabah Agricultural Policy, 1999-2010*).

L'épisode de développement agricole à des fins d'habilitation économique des populations rurales marginales a abruptement pris fin au début des années 2000. La production de l'huile de palme au Sabah est possible dans la seule mesure où elle rivalise, en termes de qualité et de coût de production, avec les autres oléagineux sur le marché international. Les considérations sociales du développement agricole ont été reléguées au second plan, particulièrement depuis le début des années 1990, alors que les plantations d'huile de palme constituent une manifestation de la libéralisation du commerce des denrées alimentaires mondiales (Sutton, 2000 ; Thompson et Cowan, 2001).

V – Le capitalisme mondial à l'échelle locale

L'approche de l'industrie agroalimentaire internationale de la plantation repose sur un système de réseaux, qui telle qu'à l'époque coloniale, importe technologies, capitaux et main-d'œuvre sur un territoire pour le transformer en « enclave » de production capitaliste. Les planteurs modernes du Sabah sont des entités corporatives abstraites issues en partie de l'économie capitaliste patrimoniale malaysienne. Des compagnies étrangères reprises en main par des intérêts locaux lors de l'accession à l'Indépendance de la Malaysia, telles *Sime Darby*, *Golden Hope* et *Kumpulan Guthrie*²¹ font maintenant partie des plus grands groupes de planteurs locaux en Malaysia. Concernant ces corporations passées dans le giron malaysien, des proportions supérieures à 40 % de leur capitalisation boursière sont contrôlées par la *National Equity*

20. La croyance selon laquelle, seule la plantation fournit un modèle économiquement viable pour la culture du palmier à huile s'avère démentie par des recherches plus récentes. L'étude d'Ismail *et al.* (2003) réalisée au Johor démontre que les coûts de production des petits exploitants indépendants sont inférieurs à ceux des plantations, bien que la productivité, le rendement à l'hectare, soient moindres. L'élimination des frais de gestion serait à l'origine de la réduction des coûts. Cependant, tel que mentionné plus haut, dans le cas du palmier à huile, la contribution des petits producteurs à cette économie est seulement rendue possible par les infrastructures des plantations.

21. Ces compagnies ont initié une fusion à la fin de l'année 2006 qui doit donner naissance au plus grand planteur à l'échelle mondiale.

Corporation, connue localement sous le nom de *Permodalan Nasional Berhad* (PNB) (*The Star*, 24 novembre 2006). La PNB constitue elle-même une filiale de la *Bumiputera Investment Foundation*, institution financière mise en place par l'État en 1970 pour réaliser la *New Economic Policy*, et ainsi accroître la capacité de l'État fédéral à générer de nouvelles richesses et augmenter le niveau de vie de la population *bumiputera*²².

Avec ces compagnies patrimoniales partiellement contrôlées par l'État, d'autres sont originaires de la péninsule malaise et doivent leur capacité d'investissement au Sabah au développement historique du secteur de la plantation dans la péninsule malaise à l'époque de la colonisation britannique. Les magnats de la péninsule ont étendu leurs opérations au Sabah après l'Indépendance, mais de nombreuses corporations parmi celles qui opèrent au Sabah ont également déployé leur domaine productif dans l'ensemble de l'archipel malais, notamment au Kalimantan et dans le sud des Philippines (Bernard, 2006), si bien qu'il est possible de conceptualiser l'essor des plantations de palmier à huile au sein de l'ensemble de l'archipel malais comme une même phase d'expansion agricole dominée par des magnats originaires de la Malaisie. En effet, des corporations telles *PPB Oil* (51 135 ha au Sabah)²³ selon les données des portails internet de la compagnie en janvier 2007, *Consolidated Berhad*, *Asiatic Development* et *IOI corporation*, présentes au Sabah, ont leurs sièges sociaux enregistrés dans la péninsule malaise et sont pour la plupart inscrites à la Bourse de Kuala Lumpur et poursuivent leur expansion en Indonésie. Aux côtés de ceux-ci, d'importants joueurs locaux au Sabah, comme *IJM Plantations* et *Hap Seng*, une autre compagnie locale, possède pour sa part quelque 38 000 ha dans le district de Kinabatangan, ainsi que des plantations en Indonésie. Les deux compagnies précédentes sont également présentes sur les marchés financiers et à la Bourse locale de Kota Kinabalu. Au sein de l'éventail des corporations identifiées, d'importants acteurs dans le secteur du palmier à huile à l'échelle de la Malaysia, *KL Kepong*, *Highlands and Lowlands*, ont leurs titres inscrits à la *London Stock Exchange* alors que l'*United Plantations* pour sa part est inscrite à la Bourse de Copenhague. C'est que le secteur du palmier à huile représente, dans la logique d'expansion capitaliste globale, un débouché intéressant pour assurer la fructification des capitaux. Ainsi, le Docteur Ongkili, *deputy president*, affirmait que près de 80 % des plantations de palmier à huile du Sabah étaient détenues par des intérêts étrangers à l'État (*Bernama*, 13 juillet 2003).

22. Ce terme fait référence aux premiers habitants de la Malaysia, soit les Malais sur la péninsule, ainsi que les populations autochtones de Bornéo qui au lendemain de la décolonisation étaient généralement défavorisées par rapport aux Chinois. Ils jouissent, depuis les émeutes à caractères ethniques de 1969, de politiques de discrimination positive dans les domaines de l'économie et de l'éducation.

23. Les données concernant les superficies plantées des compagnies proviennent des portails Internet des compagnies consultés en janvier 2007.

Dans le paysage économique créé par la phase la plus récente de convergence, non seulement les compagnies investies dans les plantations de palmier à huile s'étendent hors de leurs régions traditionnelles, mais elles diversifient leurs activités. Parmi les entités corporatives identifiées, plusieurs sont désormais présentes dans des secteurs tels que l'immobilier, la construction ou encore en amont ou en aval de la production d'huile de palme. En somme, les entreprises spécialisées dans la culture du palmier à huile, une fois cotées en Bourse, sont ouvertes aux flux de capitaux internationaux et régies, en fonction des caractéristiques du capitalisme, par les seuls impératifs de la maximisation des profits, de la compétition et de l'accumulation (Wood, 2002).

VI – La main-d'œuvre étrangère

Comme cela fut le cas à l'époque coloniale, la main-d'œuvre agricole au Sabah est majoritairement d'origine étrangère. En effet, les immigrants des pays voisins, essentiellement en provenance des Philippines et surtout d'Indonésie, sont reconnus pour constituer la grande majorité de la main-d'œuvre dans les plantations commerciales (Hugo, 1993 ; Liow, 2003 ; Sadiq 2005). Dans un contexte où persiste une pénurie d'employés dans le secteur agricole, les résidants non citoyens constituaient selon le recensement de 2000, près du quart des 2 679 600 habitants de l'État, mise à part la masse des immigrants illégaux. Les autorités adoptent une attitude de tolérance à l'égard de ce phénomène qui semble, au demeurant, indispensable à l'économie de plantation. La présence des travailleurs migrants est d'autant mieux tolérée qu'il s'agit d'un État où la population citoyenne aspire généralement à des emplois urbains. D'ailleurs, les lois malaysiennes ayant interdit l'emploi d'immigrants indonésiens durant la période de ralentissement économique liée à la crise financière asiatique de 1997-1998 ne s'appliquaient pas au secteur de l'agriculture et de l'aide domestique (Liow, 2003). Malgré l'échéance de la période d'amnistie en août 2002 après laquelle les travailleurs migrants sans permis devaient partir au risque d'être emprisonnés et rapatriés, le gouvernement de l'État évaluait sommairement leur nombre à 500 000 en juillet 2006²⁴. Ce chiffre renseigne quant à l'ampleur du phénomène. Cependant, la situation des travailleurs migrants sans papiers est généralement extrêmement précaire, surtout en période de ralentissement économique. Lors de l'année 2002, on a pu assister à la destruction des camps de fortune aménagés par ceux-ci en

24. *The Borneo Post*, 16 juillet 2006, « *Pairin says there is need to determine actual number of illegals* ». Cet article tiré d'un quotidien local rapporte les propos des représentants du gouvernement évaluant la population d'immigrants illégaux et affirmant le besoin de fournir des estimations plus précises sur leur nombre.

bordure de la ville de Sandakan²⁵. Davantage, cette main-d'œuvre étrangère est mal perçue par la population locale qui associe souvent celle-ci à des problèmes de maraudage, de chapardage, d'utilisation illégitime des ressources et infrastructures du Sabah (Sadiq, 2005).

L'apport des travailleurs étrangers en provenance des pays limitrophes, où le coût de la vie est moindre, demeure vital au fonctionnement du secteur agricole de plantation. Les entrepreneurs qui recrutent la main-d'œuvre arrivent facilement à exploiter, souvent de façon outrancière, les travailleurs sans permis dont l'étroite supervision du travail est plus aisée dans la structure de la plantation. Les migrants indonésiens constituent même une main-d'œuvre prisée puisqu'elle parle généralement une langue intelligible en Malaysia, et est largement disponible et sous-payée (Liow, 2003). Des études tendent également à démontrer l'existence de réseaux établis de migration illégale vers Sabah. La part la plus importante du flux de main-d'œuvre proviendrait de l'est de l'archipel indonésien, d'un axe allant de Flores à Sulawesi et au Kalimantan oriental (Hugo, 1993). Manifestement, le bassin potentiel de main-d'œuvre migrante, fuyant un contexte économique difficile en Indonésie, maintient une pression à la baisse sur les salaires dans les plantations du Sabah. Cette situation limite d'emblée l'attrait de ce secteur pour les habitants ruraux locaux, malgré les taux élevés de pauvreté enregistrés (Jomo et Wee, 2002). Ajoutons à ce titre que les salaires des travailleurs de plantation les place au dessous du seuil de pauvreté malaysien avec un salaire moyen de 10 à 15 RM (Ringgit malaisien) (≈ 2 à 3 €) quotidien.

VII – L'État, victime ou instigateur de l'expansion agricole ?

Les conjonctures historiques, politiques et économiques ont renforcé, depuis l'ère de l'administration britannique, le rôle du Sabah en tant que région spécialisée dans l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, la production manufacturière comptait en 2000 pour 12,7 % du PIB du Sabah, par rapport à 33,4 % pour l'ensemble de la Malaysia (Department of Statistics, Malaysia, 2003). Cette situation économique a fait du Sabah l'État de la Fédération aux prises avec le plus faible taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB)

25. Les autorités fédérales au Sabah auraient cependant favorisé dans le passé l'accession à la citoyenneté d'immigrants indonésiens et philippins, des populations parlant une langue très proche de la langue officielle de Malaysia, groupes facilement assimilables à la majorité malaise et musulmane du pays. Ainsi, l'octroi de la citoyenneté aurait été effectué afin de gonfler les rangs de l'ethnie malaise et ainsi d'influencer le résultat de plusieurs élections et de renforcer le pouvoir du parti centralisateur fédéral dont la base de l'électorat est malaise et musulmane, l'UMNO, contre les autonomistes autochtones du Sabah (Sadiq, 2005).

| **Résumé** |

L'État du Sabah en Malaysia connaît actuellement des transformations territoriales majeures causées par la poursuite de l'expansion rapide des plantations de palmier à huile. Dans ce contexte, nous proposons une analyse des implications socio-économiques du modèle de la plantation de palmier à huile qui domine l'économie agricole de cet État. La persistance de la logique coloniale dont l'objectif visait à repousser la frontière de l'exploitation des ressources naturelles guide l'analyse. L'argumentation soutient que l'expansion contemporaine de la culture du palmier à huile au Sabah répond en premier lieu à la logique des croissances capitalistes nationale et mondiale. Les objectifs sociaux ayant motivé d'autres projets de colonisation agricole depuis l'Indépendance de la Malaysia ont pour la plupart été délaissés. Les autorités locales voient prendre forme une économie dont l'importance des retombées pour les populations locales est discutable alors que les impacts environnementaux sont significatifs.

MOTS-CLÉS : Malaysia, Sabah, expansion agricole, plantation, palmier à huile, territoire, mondialisation, développement socio-économique, impact environnemental, agrobusiness.

| **Abstract** |

When the agricultural politics draws the territorial frontier : the territorial expansion of oil palm estates in Sabah

The Malaysian state of Sabah undergoes important territorial transformations due to the expansion of oil palm crop plantations. In this context, the study proposes to analyse the socioeconomic implications of the oil palm plantation model which is dominant in the agricultural economy of the state. The persistence of the colonial rationale, according to which, the objective was to extend the territorial frontier of natural resources exploitation, is used as a benchmark throughout the analysis. Thus, the contemporary oil palm crop expansion in Sabah finds its explanation in the global and national capitalist expansion dynamic. Most of the social objectives which already led to other agricultural settlement schemes since the Malaysian independence have been abandoned. Local authorities are witnessing the formation of an economy in which benefits for local population are questionable, although its environmental impacts are significant.

KEYWORDS : Malaysia, Sabah, agricultural expansion, plantation, palm oil, territory globalization, socioeconomic development, environmental impact, agribusiness.

de 1991 à 2000 (Government of Malaysia, 2001). Malgré un recul substantiel de la pauvreté, cet État en présente toujours en 2005 le plus haut taux parmi l'ensemble des États de la Fédération malaysienne, qui excluent les non citoyens. Selon les estimations du Gouvernement fédéral pour 2005, la pauvreté touche 16 % de la population totale et 35 % de la population en milieu rural²⁶. Ces indicateurs font état de la nature structurelle des problèmes inhérents à l'économie du Sabah (Teck Wai, 2001), en bonne partie hérités de l'histoire coloniale et de sa situation périphérique au sein de la Fédération de Malaysia.

Les mesures de développement économique les plus récentes ont eu pour but de favoriser la diversification de l'économie et l'augmentation de la part des produits manufacturés dans le PIB. Les politiques fédérales de développement mettent également en avant d'importants programmes pour le développement d'infrastructures rurales. Cette orientation se situait au centre du Huitième Plan Quinquennal de Développement pour 2001-2005 et de la *Third National Agricultural Policy (1998-2010) (NAP3)*. Cependant, comme dans le cas de la péninsule malaise, une partie de l'aide étatique au développement industriel repose sur les revenus provenant du secteur primaire. Bien que les budgets de développement de l'État du Sabah proviennent de l'ensemble des taxes prélevées, les revenus de l'exploitation des ressources naturelles constituent près de 80 % du budget de l'État en 2006 (*Sabah State Budget Speech*, 2007). Le lent décollage industriel du Sabah limite manifestement la contribution des secteurs secondaire et tertiaire au budget de l'État. Cette situation, jumelée aux objectifs de développement socio-économique, tels qu'arrêtés dans les politiques fédérales²⁷, explique en partie la pression renouvelée exercée sur l'expansion agricole. L'importance des activités agricoles est d'ailleurs renforcée par la diminution substantielle de la contribution du secteur forestier aux revenus de l'État. Celle-ci est passée de près de 70 % au cours des années 1970 à moins de 20 % en 2001 (Juin *et al.*, 2001) et

26. La pauvreté à laquelle il est fait allusion est calculée, selon le Huitième Plan Quinquennal de Développement, par l'établissement d'un seuil budgétaire par unité familiale garantissant l'accès à un nombre de calories alimentaires suffisant, aux soins de santé, vêtements, transport, éducation et autres services. Compte tenu de l'ajustement à la baisse du taux de pauvreté pour l'ensemble du Sabah en 2005, le taux de pauvreté rurale sera sans doute également revu à la baisse.

27. Signalons également que l'État fédéral consent à une part croissante des dépenses allouées au développement au Sabah depuis les 15 dernières années. Celles-ci se chiffrent à plus de 15 milliards de *ringgits* (RM) pour le Huitième Plan et représentent près de 10 % du budget fédéral au développement en 2005. L'augmentation de la part de l'aide au développement octroyée au Sabah par l'administration fédérale est intimement liée à l'évolution des relations politiques entre ces deux paliers de gouvernement. L'élection d'un gouvernement formé du parti *Barisan Nasional* au Sabah a permis de rompre avec l'orientation anti-fédéraliste épousée par les partis précédents. Le réinvestissement de fonds fédéraux dans les programmes de développement de l'État a mis un terme aux coupures effectuées dans le cadre des méseventes et des représailles fédérales passées, dont les répercussions économiques avaient été sévères (Chin, 1997 ; Rashid Moten, 1999).

aurait continué à chuter depuis. Cette réduction est attribuable à la diminution du poids relatif de l'exploitation forestière dans une économie somme toute en voie de diversification, mais également à une diminution absolue, compte tenu de la surexploitation dont a fait l'objet la ressource. Les revenus de l'État du Sabah provenant du palmier à huile sont assurés par les taxes de vente sur l'huile de palme. Selon les estimations pour 2006, on évalue à près de 27 % (157 millions RM) la contribution des taxes sur l'huile de palme brut au budget total du gouvernement du Sabah (*Sabah State Budget Speech*, 2007). Il s'agit là de la plus importante contribution d'un seul produit au budget gouvernemental, ce qui fait de l'État un bénéficiaire de l'économie du palmier à huile. À cela s'ajoutent les recettes des taxes foncières, tirées de l'octroi des baux sur les superficies qui sont consacrées à la culture du palmier à huile, qui totalisent moins de 4 % du revenu de l'État.

À l'échelle de l'ensemble de la Malaysia, la production d'huile de palme est résolument destinée à l'exportation, environ 90 % de l'huile de palme brute étant produite à cette fin dans la deuxième moitié des années 1990 (PORLA, 1999). En 2004, les exportations d'huile de palme constituaient 33,7 % des revenus d'exportation au Sabah, devançant les exportations pétrolières qui comptent pour 22,3 % (IDS, 2004). Malgré l'importance des revenus dérivés du secteur de l'huile de palme pour l'État de Sabah, le rôle économique de cette production au Sabah doit être relativisé puisque les 58 huileries présentes en 1999 effectuaient uniquement le premier stade de la transformation : l'extraction de l'huile. Le produit résultant doit ensuite être exporté vers la péninsule et les marchés internationaux pour y subir d'autres transformations (IDS, 1999).

Cependant, cette situation semble changer progressivement : la création récente du *Lahad Datu Palm Oil Industrial Cluster* en 2006 peut permettre d'anticiper l'émergence d'une industrie locale de transformation. En effet, on projette de faire du *Lahad Datu*, encore une fois en grande partie grâce à des investissements étrangers (Corée, Royaume-Uni, Australie), un important centre de production de biodiésel utilisant l'huile de palme comme matière première. Déjà en 2005, *IJM plantation*, une filiale de la compagnie *CTI Biofuels Malaysia*, contrôlée par des intérêts américains, avait annoncé la construction d'une usine de production de biodiésel à partir d'huile de palme à Sandakan et dont la production devait commencer au début de 2007 (*Sabah State Budget Speech*, 2007).

Si d'importants projets de production de biodiésels doivent voir le jour sous peu, un représentant du gouvernement²⁸ insistait néanmoins toujours sur les faibles retombées économiques de cette production dans l'économie locale

28. Dr. Ongkili. « Plantation giants should plough back », *Bernama*, dimanche 13 juillet, 2003. Consulté sur : <http://www.pbs-sabah.org>

en 2003. L'importation des intrants, de la machinerie utilisée, des travailleurs ainsi que l'expatriation des profits, les bénéfices locaux de ce secteur sont à remettre en question. Les pleines retombées économiques de l'allocation d'une vaste portion du territoire à des intérêts capitalistes se fait toujours attendre. Malgré la contribution substantielle des taxes de vente sur le palmier à huile au budget de l'État, et ainsi plus généralement au financement des programmes sociaux et de développement d'infrastructures, rappelons que 15 % du territoire sont consacrés à cette seule production qui exerce une pression importante sur l'environnement. Comme à l'époque coloniale, la logique de l'administration du territoire favorise la maximisation des revenus provenant de son utilisation. Cette stratégie implique une forme de privatisation graduelle du territoire en bonne partie au profit du grand capital.

VIII – « Développementalisme » étatique, monoculture et environnement

La conversion de centaines de milliers d'hectares d'espaces forestiers au profit de l'expansion du palmier à huile relève de politiques de développement légitimées par l'impératif de la croissance économique et de la modernisation du pays. À ce titre, les réglementations instaurées au niveau fédéral depuis les années 1990, auxquelles le Sabah a emboîté le pas (la gestion des ressources naturelles relevant de la juridiction étatique en Malaysia) ont favorisé la maximisation de l'utilisation des ressources naturelles. La quasi-totalité des sols ayant un potentiel agricole ont été affectés à l'effort de développement économique. Également, les réglementations territoriales, telles la délimitation de zones forestières d'exploitation permanentes par le *National Forestry Act* de 1984, créant ainsi les *Permanent Forest Estates* (PFE), ont favorisé l'exploitation systématique des ressources forestières et foncières (fig. 3). Les superficies qui n'ont pas été affectées à la conservation (12,3 % du territoire) ou à l'exploitation forestière dans les PFE (36,4 % du territoire) (*IDS online*) ont été intégrées à la propriété foncière marchande de l'État. Ces territoires non protégés, hors des régions urbaines et des terres autochtones reconnues, sont appelés à être transformés en plantations forestières ou de palmier à huile. Les territoires sont généralement cédés sous forme de baux provisoires renouvelables et doivent être cultivés dans une période de cinq ans afin d'éviter la spéculation foncière. L'apparente rationalité de la gestion environnementale, soutenue par la rhétorique développementaliste des gouvernements étatique et fédéral, ainsi que par l'appareil institutionnel hérité de la colonisation, permettent la poursuite de l'expansion des plantations de palmier à huile au Sabah.

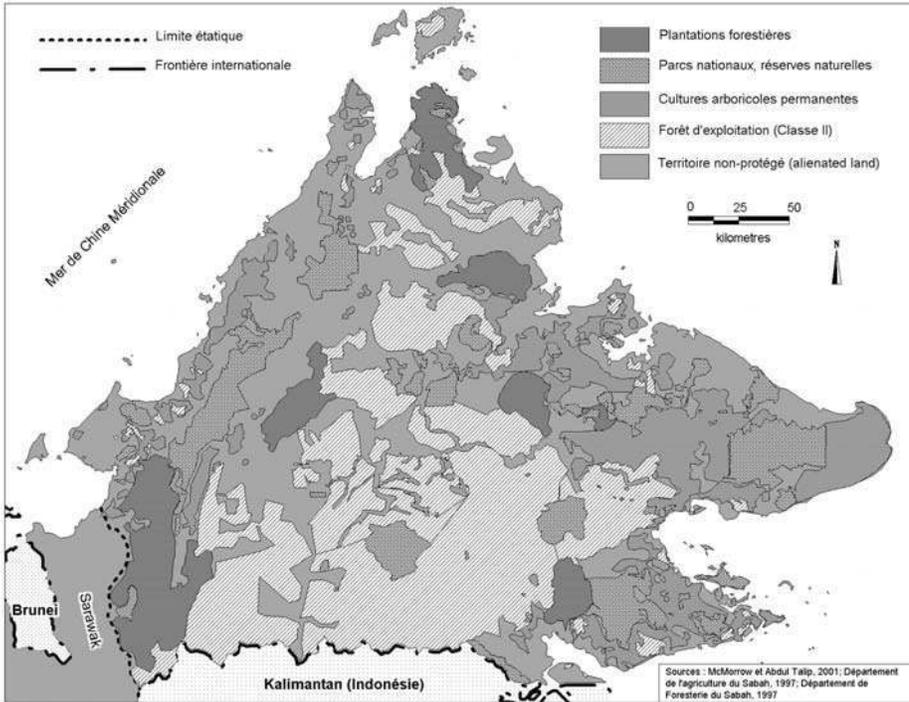


Figure 3

La côte est de l'État, un territoire essentiellement boisé avant 1976, a accueilli la plus grande partie des nouveaux projets de développement de plantations publiques et privées. Cela n'est pas étranger au fait qu'à travers tout le territoire malaysien, la côte est du Sabah a permis jusqu'à maintenant l'obtention des plus hauts rendements de palmier à huile (IDS, 1999). Mais également, les règlementations de l'État ont permis et permettent toujours une extension majeure de la superficie cultivée dans cette portion du territoire. Selon la PORLA (2003), les districts de l'intérieur du Sabah, le Tongod et le Kinabatangan, recèleraient encore un potentiel de développement agricole de près de 500 000 ha. Comme dans d'autres districts de l'intérieur, la poussée du front agricole sur la côte est du Sabah manifeste la primauté d'impératifs économiques dans la gestion du territoire. À cet effet, certains groupes de pression associés au secteur de la plantation de palmier à huile ont réussi à retarder jusqu'en 2007 la création d'une réserve naturelle englobant le bassin versant du fleuve Kinabatangan en vertu du *Sabah Wildlife Conservation Enactment of 1997*. Le territoire délimité pour cette réserve de 26 000 ha abritant un des écosystèmes les plus riches en biodiversité au Sabah et des espèces menacées, aurait déjà subi l'empiètement de compagnies de palmier à huile (Bernard, 2006).

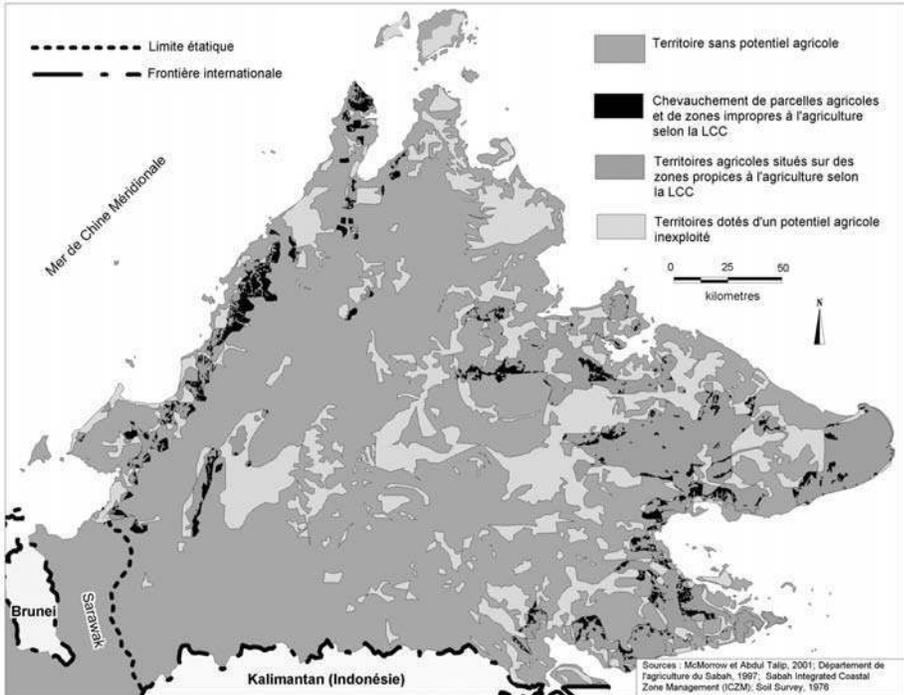


Figure 4 – Principales classes d'occupation du sol au Sabah.

Également, l'expansion agricole se déroule dans un contexte où les plans d'évaluation environnementale sont souvent ignorés (Sutton, 2001). La *Land Capability Classification* (LCC) demeure l'unique outil en vigueur au Sabah pour réaliser la gestion de l'utilisation du sol. À titre d'outil de contrôle du développement agricole, la LCC, préparée en 1976, a pour principale fonction de régir l'ouverture des nouvelles terres agricoles. Ainsi, la LCC (1976) avait permis d'identifier les territoires propices à l'agriculture au Sabah (Jomo *et al.*, 2004). Cependant, en 1997, près de 20 % des terres cultivées étaient situées hors des aires propices à l'agriculture²⁹ selon cette même classification (fig. 4). Si l'ampleur des impacts de ces transformations reste à être documentée en détail, le dépassement des limites de l'environnement suggère une importante détérioration des milieux biophysiques.

Bien que l'exploitation forestière se soit avérée lourde de conséquences pour l'environnement dans le passé, l'extension de superficies cultivées,

29. L'évaluation de cette superficie a été réalisée avec la carte de classification des sols en fonction de leur potentiel agricole de la *Land Capability Classification* (LCC). Dans le cadre de la présente étude, la carte des classes de potentiel agricole du territoire a été superposée à la carte de répartition des plantations de cultures arboricoles permanentes à l'aide d'un logiciel de traitement des informations géographiques (SIGIS) afin de déterminer les régions moins propices au développement de cette culture et pourtant consacrés à cette fonction.

majoritairement au profit de monocultures, ont des répercussions encore plus importantes. En effet, le développement des plantations implique l'extension d'une forme d'aménagement qui soustrait un territoire de son écosystème naturel. Les phénomènes de déforestation et d'expansion agricole s'avèrent être la cause première de l'appauvrissement biologique en cours dans la région. En effet, ces deux pratiques se manifestent souvent de façon complémentaire ; l'installation de nouvelles plantations se produit généralement sur des territoires préalablement déboisés et quadrillés de chemins forestiers (Kummer et Turner, 1994 ; McMorro et Talip). La conversion d'écosystèmes de forêts tropicales ombrophiles du Sabah – qui à l'état climacique renferment les plus fortes densités floristiques de la planète – en monoculture d'exportation, apparaît particulièrement alarmante. Mentionnons également que ces forêts abritent près de 10 % des espèces végétales connues dont 265 des 390 espèces de diptérocarpacées, une famille d'arbre particulièrement prisée par les forestiers pour sa valeur commerciale (McMorro and Talip, 2001). De plus, la mise à nu des sols entre leur défrichement et l'établissement des cultures commerciales facilite l'érosion et le lessivage des nutriments des horizons supérieurs (Hartemink, 2005). À cet égard, la topographie accidentée ajoute à la fragilité de l'environnement du Sabah. Une portion non négligeable des fertilisants utilisés, dont l'obtention de bons rendements en huile de palme est entièrement dépendante, ruisselle vers les cours d'eau, contribuant à leur pollution (Gregerson *et al.*, 2003). Ultimement, le ruissellement de fertilisants chimiques dans les eaux marines est susceptible d'affecter les écosystèmes hautement diversifiés des mers environnantes (De Vantier *et al.*, 2004). C'est dans l'optique de la durabilité que cette forme de « mise en valeur » du territoire doit être appréhendée.

IX – Redessiner le territoire, pour qui ?

Les législations ainsi que les réglementations territoriales et agricoles, de l'époque coloniale à l'heure actuelle, ont grandement favorisé l'intégration économique du substrat foncier au marché mondial. Les magnats du secteur de l'huile de palme de la péninsule malaise, appuyés par les capitaux internationaux, constituent actuellement les principaux investisseurs dans cette industrie au Sabah, tout comme à l'échelle de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est (De Koninck, 2004). Les flux commerciaux dans le contexte de la mondialisation avec les législations et accords multilatéraux sous-jacents ont accéléré la conversion agricole d'importantes superficies. Or, la configuration de l'économie de la culture du palmier à huile soulève des problèmes quand à sa fonction socio-économique et ses impacts environnementaux. En effet, le modèle d'expansion agricole qui domine actuellement au Sabah génère des enclaves

partiellement coupées de l'espace socio-économique dans lequel il s'insère. Ceci apparaît particulièrement manifeste lorsqu'on examine le modeste rôle des populations rurales, majoritairement autochtones, au sein de cette dynamique. Cette population pourtant caractérisée par des taux de pauvreté importants, est en grande partie absente du processus d'expansion agricole qui a cours sur son territoire. Surtout, la minorité autochtone attachée aux pratiques traditionnelles et sans territoire délimité subit, plus que tout autre, les contre-coups de cette expansion effrénée.

Dans ses fondements, le moteur principal de l'expansion agricole au Sabah s'oppose ainsi au modèle de développement agricole auparavant incarné par la FELDA (*Federal Land Development Authority*). Bien que le modèle de la FELDA se soit avéré inadapté aux réalités du Sabah, la conversion massive du territoire de l'État en plantations de palmier à huile peut difficilement être justifiée uniquement par des objectifs de développement socio-économique. À l'exception des taxes payées sur la vente de l'huile de palme et l'utilisation foncière, les profits générés par cette activité ne sont généralement pas réinvestis localement. L'expansion agricole commerciale observée depuis les années 1990, principalement sous forme de grandes plantations, répond d'abord aux logiques de l'expansion capitaliste locale, nationale et mondiale, mais aussi, à la maximisation des revenus du Sabah et de la Malaysia.

Le modèle de développement capitaliste de la plantation constitue un facteur limitant la répartition équitable des fruits de la croissance du secteur agricole au Sabah. Mais toutefois, le développement des plantations de palmier à huile a permis à la paysannerie d'accéder à cette économie. Et sans que ne soit assurée la croissance continue du secteur de l'huile de palme, on ne peut pas s'empêcher de noter la possibilité d'une augmentation des activités de transformation de ce produit au Sabah même. De surcroît, en regard du positionnement privilégié de l'État malaysien dans ce secteur agricole à l'échelle mondiale, et des appareils scientifiques et technologiques mis au service de cette production, la culture du palmier à huile continuera sans aucun doute à profiter de conditions favorables à son expansion.

À certains égards, les plantations de palmier à huile profitent à une vaste portion de la société du Sabah, mais au prix de la cession de vastes territoires ayant le potentiel d'abriter une des flores les plus riches au monde, qui se verront transformés de façon irréversible par des intérêts privés au profit d'actionnaires associés au capitalisme mondial. Et que les plantations contribuent financièrement au gouvernement du Sabah ne veut pas dire pour autant que ce processus soit équitable pour l'ensemble de la société qui habite le territoire et encore moins pour les travailleurs migrants qui y constituent la masse sous-payée de la main-d'œuvre. De plus, les investissements gouvernementaux, dont ceux des revenus provenant de l'économie du palmier à l'huile, profitent souvent en contexte malaysien aux clients politiques du parti au pouvoir, tels

que le décrivent Gomez et Jomo, (1997). Également, dans le cas de l'économie du palmier à huile, nous suggérons que les coûts environnementaux d'une telle entreprise ne peuvent pas être couverts entièrement dans le contexte de la maximisation des profits imposée par le capitalisme global.

L'institutionnalisation historique de l'exploitation des ressources naturelles et de la marchandisation foncière permet actuellement l'expansion de l'économie de la plantation de palmier à huile. Les réglementations foncières du Sabah favorisent l'allocation des territoires à cette fin, entraînant une réponse rapide des corporations spécialisées dans cette production aux demandes du marché mondial. Le modèle d'expansion de la culture du palmier à huile au Sabah est tout à fait à l'image des politiques fédérales de développement économique dont l'objectif premier, surtout depuis la *National Economic Policy* (NEP), est de veiller à la création de valeurs marchandes, sans trop intervenir dans la redistribution des richesses générées. De plus, l'élargissement du domaine du palmier à huile, qui comme tout projet de développement est intrinsèquement politique, peut difficilement être remis en question alors que le projet de modernisation du gouvernement fédéral, la vision 2020, légitime et précipite de profondes transformations territoriales.

Bibliographie

- APPELL G.N., 1985 – *Modernization and the Emergence of a Landless Peasantry, Essays on the Integration of Peripheries to Socioeconomic Centers*. Williamsburg : Studies in Third World Societies, Department of Anthropology, College of William and Mary.
- BAHRIN T.S. et LEE, Boon Thong, 1988 – *FELDA, Three Decades of Evolution*. Kuala Lumpur : FELDA.
- BECKFORD G.L., 2000 – *Persistent Poverty - Underdevelopment in Plantation Economies of the Third World*. Kingston, Jamaica : University of the West Indies Press.
- BERNARD S., 2006 – *Palm Oil Expansion, Bio-fuel Production and Biodiversity protection in Malaysia, Local Impacts of a World Global « Green Energy » Production Strategy*, presented at the IGU 2006 Brisbane Conference, Queensland University of Technology, 3-7 July 2006.
- BROOKFIELD H. et BYRON Y., 1990 – Deforestation and timber extraction in Borneo and the Malay Peninsula, The record since 1965. *Global Environmental Change*, vol. 1, p. 42-56.
- CHENG HAI T., 2000 – *Land Use and the Oil Palm industry in Malaysia*. Abridged report produced for the WWF Forest Information System Database.

- CHIN J., 1997 – Politics of Federal Intervention in Malaysia, With Reference in Sarawak, Sabah and Kelantan. *Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, 35 (2) p. 96-120.
- CLEARY M.C., 1992 – Plantation Agriculture and the Formulation of Native Land Rights in British North Borneo, 1880-1930. *The Geographical Journal*, 158 (2), p. 170-181.
- COURTENAY P.P., 1965 – *Plantation Agriculture*. London : Bell.
- DE KONINCK R. et BERNARD S., 2000 – Les transformations récentes du monde rural malaisien : les enjeux et les défis. *Archipel*, Paris, 60, p. 217-234.
- DE KONINCK Rodolphe, 2003 – Les agriculteurs du Sud-Est asiatique : interrogations sur l'avenir d'un nouveau modèle de développement. *L'espace Géographique*, Paris, 32 (4), p. 301-310.
- DE KONINCK Rodolphe, 2004 – The Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia. *Labour, Capital and Society*, 37, p. 285-288.
- DE VANTIER L. ; ALCALA A. et WILKINSON C., 2004 – The Sulu-Sulawesi Sea : Environmental and Socioeconomic Status, Future Prognosis and Ameliorative Policy Options. *Ambio* 33 (1), p. 88-97.
- DOOLITTLE A., 2001 – From Village Land to “Native Reserve” : Changes in Property Rights in Sabah, Malaysia, 1950-1996. *Human Ecology*, 29 (1), p. 69-98.
- DOOLITTLE A., 2003 – Colliding Discourses : Western Land Laws and Native Customary Rights in North Borneo, 1881-1918. *Journal of Southeast Asian Studies*, 34 (1), p. 97-126.
- DOOLITTLE A., 2004 – Powerful Persuasions : The language of Property and Politics in Sabah, Malaysia (North Borneo) 1881-1996. *Modern Asian Studies*, 38 (4), p. 821-850.
- FOLD N., 2000 – Oiling the Palms, Restructuring of Settlement Schemes in Malaysia and the New international Trade Regulations. *World Development*, 28 (3), p. 473-486.
- GOLDTHORPE C.C., 1987 – A definition and typology of plantation agriculture. *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 8, n° 1, p. 26-43.
- GOMEZ E.T. et JOMO K.S., 1997 – *Malaysia's Political Economy : Politics, Patronage and Profits*. London : Cambridge University Press, 207 p.
- GOSS J. et BURCH D., 2001 – From agriculture modernisation to agri-food globalisation : the waning of national development in Thailand. *Third World Quarterly*, 22(6), p. 969-986.
- GREGERSON B. ; AALBARK J. ; LAURIDSEN P.E. ; KAAS M. ; LOPDRUP U. ; VEIHE A. et VAN DER KEUR P., 2003 – Land use and soil erosion in Tikolod, Sabah, Malaysia. *ASEAN Review of Biodiversity and Environmental Conservation (ARBEC)*, p. 1-11.
- HÄRDTER R. ; CHOW Y. et HOCK O. S., 1997 – Intensive plantation cropping, a source of sustainable food and energy production in the tropical rain forest areas in Southeast Asia. *Forest Ecology Management*, 91(1), p. 93-102.
- HARTEMINK A.E., 2005 – Plantation agriculture in the tropics, Environmental issues. *Outlook in Africulture*, 34 (1), p. 11-21.

- HAYAMI Y., 2002 – Family Farms and Plantations in Tropical Development. *Asian Development Review*, 19(2), p. 67-89.
- HUGO G, 1993 – Indonesian labour migration to Malaysia : trends and policy implications. *Southeast Asian Journal of Social Science* 21, n° 1, p. 36-70.
- INSTITUTE FOR DEVELOPMENT STUDIES, Sussex, 2005 – *Institute for development Studies, Sabah, Review of Sabah's Major Economic Indicators In 2004*. IDS, Sabah (<http://www.ids.org.my/index.htm>).
- ISMAIL A. ; SIMEH M.A. et NOOR N.M., 2003 – The Production Cost of Oil Palm Fresh Fruit Bunches : the Case of Independent Smallholders in Johor. *Oil Palm Industry Economic Journal*, 3(1), p. 1-7.
- JOMO K.S. et CHONG HUI, 2002 – *The Political Economy of Malaysian Federalism, Economic Development, Public Policy and Conflict Containment*. World Institute for Development Economics Research, Winter Discussion Paper, November 2002.
- JOMO K.S. ; CHANG Y.T. et KHOO K.J., 2004 – *Deforesting Malaysia : The Political Economy and Social Ecology of Agricultural Expansion and Commercial Logging*. S.l : s.e., 265 p.
- JUIN E. ; YANGSAT Y. et LAUGESSEN C., H., 2000 – *A report on the State of the Environment in Sabah*. State Environmental Conservation Department, Sabah, Malaysia.
- KUMMER D. M. et TURNER II, B.L., s.d. – The Human causes of Deforestation in Southeast Asia, The recurrent pattern is that of large-scale logging for exports, followed by agricultural expansion. *Bioscience*, 44 (5), p. 323-328.
- LIOW J., 2003 – Malaysia's Illegal Indonesian Migrant Labour Problem : In Search of Solutions. *Contemporary Southeast Asia*, vol. 25, n° 1.
- MAJID-COOKE F., 1996 – The Politics of Sustained Yield Forest Management in Malaysia : Constructing the Boundaries of Time, Control and Consent. *Geoforum*, 26(4), p. 445-458.
- MAJID-COOKE F., 2002 – Vulnerability, Control and Oil Palm in Sarawak : Globalization and a New Era. *Development and Change*, 33 (2), p. 189-211.
- MALAYSIA, Government, 1998 – *Third National Agricultural Policy 1998 – 2010* (NAP3). Kuala Lumpur : Ministry of Agriculture Malaysia.
- MALAYSIA, Government, 1991 – *Sixth Malaysia Plan 1991-1995*. Kuala Lumpur : National Printing Department.
- MALAYSIA, Government, 2001 – *Eighth Malaysia Plan 2001-2005*. Kuala Lumpur : National Printing Department.
- MALAYSIA, Government, 2003 – *Mid-Term Review of the Eighth Malaysia Plan, 2001-2005*. Kuala Lumpur : National Printing Department, MPOB-Malaysia Palm Oil Board, (<http://www.mpob.gov.my/>).
- McMORROW J. et TALIP A.M., 2001 – Decline of forest area in Sabah, Malaysia : Relationship to state policies, land code and land capability. *Global Environmental Change*, 11, p. 217-230.
- NGIDANG D., 2002 – Contradictions in land development schemes : the case of joint ventures in Sarawak, Malaysia. *Asia Pacific Viewpoint*, 43(2), p. 157-180.

- NGIDANG D., 2005 – Deconstruction and Reconstruction of Native Customary Land Tenure in Sarawak. *Southeast Asian Studies*, 43(5), p. 47-75.
- NYUK-WO LIM J. et DOUGLAS I., 1998 – The impact of cash cropping on shifting cultivation in Sabah, Malaysia. *Asia pacific Viewpoint*, 39(3), p. 315-326.
- Pairin says there is need to determine actual number of illegals. *The Borneo Post*, 16 juillet 2006.
- PALM OIL REGISTRATION AND LICENSING AUTHORITY, PORLA, Kuala Lumpur, 2005 – *Palm Oil Registration and Licensing Authority*, consulté en ligne le 16 décembre 2005 (<http://infolink.bernama.com/htmldocs/porla/porla.html>).
- Plantation giants should plough back earnings. *Bernama*, 13 juillet 2003.
- RASHID MOTEN A., 1999 – The 1999 Sabah State Elections in Malaysia, the Coalition Continues. *Asian Survey*, 39(5), p. 792-809.
- Sabah 2001 State Budget Speech, Datuk Seri Panglima Osu Haji Sukam*, 2000, consulté en ligne le 17 décembre 2006 (<http://www.sabah.gov.my/info/budget/budget2001-en.pdf>).
- Sabah 2006 State Budget Speech, Datuk Musa Haji Aman*, November 24, consulté en ligne le 25 février 2007 (<http://www.sabah.gov.my/info/budget/SabahStateBudgetSpeech2007.pdf>).
- Sabah Economy*, consulté en ligne le 2 décembre 2006 (http://www.sabah.org.my/bi/know_sabah/economy_agriculture.asp).
- Sabah Forest Plantation*, consulté le 2 mai 2006 (www.sabah.gov.my/htan/data_1/a_forr_resource/level_2/a_history.htm).
- SABAH GOVERNMENT, 1998 – *Sabah coastal zone profile*. consulté en ligne le 20 mai 2005 (<http://www.townplanning.sabah.gov.my/iczm/Reports/Coastal%20Profile%20Sabah/Index.html>).
- SABAH GOVERNMENT, 1999 – *Second Agricultural Policy, 1999-2010*. Kota Kinabalu : Ministry of Agriculture Development and Food Industry.
- SADIQ K., 2005 – When States prefer Non-Citizens Over Citizens : Conflict Over Illegal Immigration into Malaysia. *International Studies Quarterly*, 49, p. 101-122.
- SUTTON K., 2001 – Agribusiness on a grand scale – FELDA's Sahabat complex in East Malaysia. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 22 (1), p. 90-105.
- TECK WAI P., 2001 – The Development Paradigm Shift in Sabah. In : BARLOW C. – *Modern Malaysia in the Global Economy, Political and Social Change into the 21st Century*. Northampton, MA. : Edward Elgar, p. 105-119.
- The Star Malaysia*, consulté en ligne le 24 novembre 2006 (<http://thestar.com.my/>).
- THOMPSON S.J. et COWAN J.T., 2000 – Globalizing agro-food systems in Asia : An introduction. *World Development*, 28(3), p. 401-408.
- WAKKER Eric, 2005 – Greasy palms, The social and ecological impacts of large-scale plantation development in Southeast Asia. *Friends of the Earth*, January.
- WOOD E. M., 2002 – *The Origin of Capitalism : A longer View*. London and New York : Verso.

Articles

- Jean-François BISSONNETTE et Stéphane BERNARD ➤ 3-30
Quand l'agriculture redessine le territoire : à qui profite l'expansion des plantations de palmiers à huile au Sabah ?
- Moïse Tsayem DEMAZE et Sandrine MANUSSET ➤ 31-48
L'agriculture itinérante sur brûlis en Guyane française : la fin des durabilités écologique et socio-culturelle ?
- Denis BASSARGETTE et Guy DI MEO ➤ 49-80
Les limites du modèle communal français en Guyane : le cas de Maripasoula
- Martin PAEGELOW et Darío Enrique TORO BALBONTÍN ➤ 81-98
Essor et restructuration du vignoble chilien : l'exemple du Maule (VII^e région) : 1995-2005
- Constant Évariste Dapola DA ➤ 99-110
Impact des techniques de conservation des eaux et des sols sur le rendement du sorgho au centre-nord du Burkina Faso
- Bernard PEYROT ➤ 111-144
Incidences écologiques, anthropiques et paléoécologiques sur l'évolution des forêts du Gabon. Essai de synthèse
- Ibrahim BOUZOU MOUSSA et Boubacar YAMBA ➤ 145-162
Savoirs locaux et gestion des écosystèmes sahéliens
- Moïse MOUPOU et Lawrence AKEI MBANGA ➤ 163-183
Désengagement de l'État et réponses paysannes au Cameroun

Notes

- Abdou BONTIANTI et Issa ABDOU YONLIHINZA ➤ 185-208
La RN 6 : un exemple d'intégration économique sous-régionale et un facteur de désenclavement du Niger
- Léandre Edgard NDJAMBOU ➤ 209-231
Les réseaux de transport terrestres au Gabon. Bilan et perspectives

Photo de couverture : Vue aérienne de Maripasoula : le fleuve Maroni matérialise la frontière avec le Surinam (Cliché Jacky Brunetaud).

PRIX : 32 €

ISBN : 978-2-86781-466-2
ISSN : 1961-8603

**P
U
B**

N° CP : 0311B07748

